

La (science) politique ailleurs : retour vers le futur

Éric DARRAS

Professeur de science politique à l'IEP de Toulouse, LaSSP

« *It is difficult to anticipate problems of readers who are inattentive.* »

Edward P. THOMPSON

Lorsqu'au milieu des années 1990, une dizaine de doctorants prirent la responsabilité d'un programme de recherche du CURAPP sur l'engagement politique direct, il n'y avait que l'enthousiasme de Jacques Chevallier pour encourager pareille outrecuidance en fixant d'emblée pour perspective la publication collective dans la collection rouge orangé des PUF¹.

Il s'agissait d'une série d'études de cas sélectionnés en tant qu'actions politiques directes qui passent outre les professionnels de la politique et leurs institutions² : certains actes de violence politique, *Act Up*, des artistes engagés, la transformation des associations environnementales en parti politique, la dérision politique... Mais plutôt que de chercher à tout prix à faire tenir ensemble des « objets politiques non identifiés »³, nous partagions surtout un point de vue sur ces objets, celui de l'étude des processus socio-historiques de politisation de ces formes apparentes de « contestation » ou « contention » de la domination politique⁴. L'objectif plus théorique était d'avancer sur l'énigme de l'autonomie

1. CURAPP, *La politique ailleurs*, PUF, Paris, 1998 (intégralement disponible en ligne).

2. Vingt ans plus tôt, Jacques Chevallier écrivait déjà que « les luttes non/anti-institutionnelles, ou "autonomes" se présentent comme des actions directes, rompant avec les formes classiques de revendications adoptées par les organisations politiques et syndicales, et homologuées par le système », in CURAPP, *Centre, périphérie, territoire*, PUF, Paris, 1978, p. 29.

3. D.-C. MARTIN, « À la quête des OPNI (Objets Politiques Non Identifiés). Comment traiter l'invention du politique », *RF sc. pol.* 1989, p. 793-816.

4. La sociologie politique ne pouvant se définir par le morceau de gâteau du réel qu'elle s'attribuerait (un improbable objet politique préconstruit) mais plus sûrement par un point de vue (provisoirement) partagé sur le réel, celui dans *La politique ailleurs*, du processus de politisation – qui peut ne pas être le fait des acteurs et institutions étudiés, en particulier lorsqu'ils développent des stratégies de présentation de soi qui se présentent comme

culturelle et politique des profanes : nous voulions immodestement prendre position dans le débat sur la critique du légitimisme supposé de *La Distinction* portée par Claude Grignon et Jean-Claude Passeron⁵ et contribuer en science politique à la discussion sur le politique par le bas, la politique au village ou les « mutations du militantisme ». Le médiatique directeur du CEVIPOF considérait alors que « le regard de la science politique [était] entré dans un troisième âge (*i.e.* qui succéderait aux analyses de Pierre Bourdieu et Daniel Gaxie, « théoriciens de l'illusion démocratique ») : celui de la redécouverte de l'engagement politique mais d'un engagement politique diversifié, éclaté, d'un nouveau type »⁶. L'engagement politique aurait donc un avenir mais « ailleurs » (« mutations ») loin des formes dépassées (« déclin ») de l'engagement politique réputé « total » ou « fusionnel » au sein de partis ou de syndicats dits « de masse », loin de la figure fantasmée du militant ouvrier dévoué « corps et âme » à la CGT métallurgie. Inspirés par Jacques Ion ou Ronald Inglehart reprenant lui-même la pyramide des besoins du marketing d'Abraham Maslow⁷, ces travaux dressent le portrait-type d'un nouveau citoyen « affranchi », acteur d'une « nouvelle » démocratie devenue « continue »⁸, de la « démocratie du public » ou du « nouvel espace public ». Ces résultats ne sont pas dépourvus de liens avec la réalité d'un rapport au politique qui en effet se transforme ; à défaut du nombre, l'action politique se grandit en misant sur la vertu, le scandale, la technique et la science⁹ ; dès lors, les répertoires de l'action

apolitiques, voire anti-politiques comme dans nombre de « nouveaux mouvements sociaux ». Le procès de politisation confronte ces derniers, qu'ils le veuillent ou non, aux acteurs, pratiques et représentations des institutions du champ politique (diverses modalités de discréditation politique et médiatique, de répression des entreprises hors champ, mais aussi au travers des crises politiques qui favorisent les groupes protestataires comme l'explique déjà William Gamson), donc des formes d'échanges inégaux (récupération des innovations et des leaders hors champ...) dont l'apprentissage du politique (désingularisation de la cause et du groupe, stratégies de présentation de soi, bureaucratisation et centralisation du collectif qui lui procurent son efficacité, loi d'airain de l'oligarchie...). W. A. GAMSON, *The Strategy of Social Protest*, Homewood : Dorsey Press, 1990 (1975). Sur la question du point de vue politiste (qui crée l'objet, selon la formule de Saussure) voir en particulier les contributions de Pierre FAVRE, Michel OFFERLÉ, Bernard VOUTAT et Cécile PÉCHU dans P. FAVRE, O. FILLIEULE et F. JOBARD, *L'atelier du politiste*, La Découverte, Paris, 2007. Sur ces questions autour de la politisation, dont le dialogue avec les historiens, l'article pourtant programmatique de B. LACROIX, « Ordre politique et ordre social » dans le *Traité de science politique* (1985) reste très actuel. Également : J. LAGROYE, « Les processus de politisation », dans J. LAGROYE (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 359-372 ; L. LE GALL, M. OFFERLÉ et F. PLOUX (dir.), *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIX^e-XXI^e siècle*, Rennes, PUR, 2012.

5. C. GRIGNON et J.-Cl. PASSERON, *Le savant et le populaire*, Le Seuil-Gallimard, Paris, 1989.

6. P. PERRINEAU, « Introduction », dans *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, FNNSP, Paris, 1994, p. 19 et p. 16.

7. O. FILLIEULE, C. PÉCHU, *Lutter ensemble : les théories de l'action collective*, L'Harmattan, Paris, 1993.

8. Ce renouvellement démocratique verrait se « dessiner le profil d'un engagement plus "soft", touchant même les citoyens apathiques mais inventant une nouvelle forme d'interactivité entre représentés et représentants où l'au-delà de la représentation ne se manifeste plus exceptionnellement mais quotidiennement » écrivait encore P. PERRINEAU, *op. cit.*, p. 18.

9. M. OFFERLÉ, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Montchrestien, Paris, 1994.

politique s'adaptent plus qu'ils ne changent pour s'internationaliser, mobiliser les intellectuels, l'art et les médias (des artistes ou quasi-artistes et des journalistes ou quasi-journalistes), recourir aux experts et aux prétoires (mobiliser des juristes et quasi-juristes), etc.¹⁰.

Dans *La politique ailleurs*, ouvrage collectif publié en 1998, nous nous voulions, sur le modèle de B. Lacroix, surtout réalistes face aux perspectives trop interactionnistes et enchantées par la reprise du discours des acteurs étudiés prétendant au « renouvellement démocratique ». La thèse, empruntée à Schumpeter et Bourdieu, du poids paradoxalement décisif de l'état-major politique dans l'explication du succès ou de l'insuccès des entrepreneurs de cause hors champ politique mérite toujours d'être défendue. L'origine des concepts et conclusions des historiens, africanistes et anthropologues sur l'informel, l'infra-, le para-, le péri- ou le proto-politique doit être contrôlée au sein d'une sociologie politique qui peut oublier l'Ordre et les hiérarchies politiques instaurés par le champ politique qui s'est structuré avec la III^e République en France et qui, depuis, s'approprie et exproprie la politique ailleurs (qui en retour s'adapte dans les interstices et en périphérie). Par ailleurs, les institutions politiques officielles pratiquent ordinairement l'informel ou l'officieux, ce que rend visible l'importation en sociologie politique des pistes ouvertes (corps, sexualité, parenté...) et des méthodes, celle ethnographique ou celle de la lecture indirecte des traces archivistiques, qui sont autant d'emprunts raisonnés aux anthropologues et historiens¹¹. Il s'agissait surtout de plaider le caractère inévitablement *relatif* de l'autonomie de ces formes d'engagements politiques pour ainsi penser relationnellement ces entreprises politiques plus ou moins originales en les réinscrivant dans leur rapport au champ politique et au champ du pouvoir. Par ailleurs, les travaux universitaires populistes qui surenchérissent dans l'idée d'un renouvellement démocratique de l'engagement politique accompagnent – et cautionnent intellectuellement – un processus plus large de discréditation symbolique du monde et du mouvement ouvriers¹², comme par ailleurs du monde paysan¹³. Sous-produits d'un sens commun savant, ils caricaturent les militants en milieu populaire – au travers notamment d'une simplification ethnocentrique de classe du virilisme ouvrier¹⁴. On a pu ainsi assister à une sorte d'inversion symétrique de la célébration de

10. E. NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, Paris, 2005 ; M. OFFERLÉ, « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIII^e – XXI^e siècles) », *Politix*, n° 81, 2008, p. 181-202 ; L. MATHIEU, *La démocratie protestataire*, Presses de Sciences Po, Paris 2011 ; L. MATHIEU, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, n° 77, 2007 ; O. FILLIEULE, E. AGRIKOLIANSKY, I. SOMMIER, *Penser les mouvements sociaux*, La Découverte, Paris, 2010.

11. Voir l'introduction de M. OFFERLÉ et L. LE GALL dans L. LE GALL, M. OFFERLÉ et F. PLOUX, *La politique sans avoir l'air*, *op. cit.*, p. 7-21.

12. S. BEAUD et M. PIALLOUX, *Retour sur la condition ouvrière*, Fayard, Paris, 2004, voir en particulier sur cette entreprise historique de dévalorisation, la postface de 2004 où les auteurs renvoient notamment à Gérard Noiriel, Michel Offerlé et Bernard Pudal.

13. P. CHAMPAGNE, *L'héritage refusé*, Le Seuil, Paris, 2002.

14. Sur l'anticommunisme structuré par l'ethnocentrisme de classe : B. PUDAL, « La beauté de la mort communiste », *RF sc. pol.* 2002, p. 545-559.

l'ouvrier-militant longtemps portée officiellement par une historiographie marxiste orthodoxe, le parti communiste et la CGT eux-mêmes. Mais il ne suffit pas de sacrifier à des effets de mode pour ainsi redéfinir la figure d'un nouvel engagement et d'une démocratie régénérée, il faut encore une invraisemblable méconnaissance des travaux sur le prétendu « vieux » militantisme, dont celui communiste que Marx et Engels ont d'emblée tenté d'internationaliser, qui n'a jamais réussi à être « fusionnel » ni même majoritaire au sein de la classe ouvrière française¹⁵, dont la dimension festive précède de loin la première fête de *L'humanité* (1930 néanmoins...), qui a évidemment toujours su s'associer artistes ou intellectuels¹⁶ comme toutes sortes de mouvements et d'associations sportives et culturelles¹⁷, qui assiste quotidiennement jusqu'à aujourd'hui – ne serait-ce que du point de vue de la logistique ou de l'intendance – bon nombre de « mouvements sociaux », qui a longtemps été le principal pourvoyeur de femmes politiques au Parlement, qui a été de tant de combats anti-racistes et anti-colonialistes parmi tant d'autres réalités historiques des communismes¹⁸ qu'il s'agit aussi chez certains de ringardiser voire de gommer pour mieux célébrer la « modernité » et esquiver d'inconvenantes généalogies entre les mouvements politiques ouvriers et « nouveaux mouvements sociaux » ou autres appellations d'origines plus ou moins contrôlées. Comprendons bien qu'il ne s'agissait aucunement dans nos esprits encore verts de réhabiliter un ouvriérisme déplacé à l'université, mais les formes de l'engagement politique, ancien ou nouveau, ne méritent ni l'excès de révérence, ni tant de condescendance. En étudiants consciencieux de Bernard Pudal, nous avons déjà dû faire « le deuil de nos illusions politico-populistes »¹⁹. Reste qu'il suffit de se rendre sur le « terrain » pour au moins prendre la mesure

15. Le parti communiste n'a jamais « été à aucun moment majoritaire [dans le groupe ouvrier] même dans les années pour lui les plus fastes » écrivent G. MICHELAT et M. SIMON, *Les ouvriers et le politique*, Presses de Sciences Po, Paris, 2004, p. 349.

16. F. MATONTI, *Intellectuels communistes : une sociologie de l'obéissance politique*, *La Nouvelle Critique* (1967-1980), La Découverte, Paris, 2005.

17. Parmi d'autres monographies disponibles, dont Halluin (la rouge), Jean-Noël Retière écrit à propos de Lanester, fief ouvrier du Morbihan : « Aucun engagement militant, aucune adhésion à une association ne pouvait donc être qualifié de monosémique. Dans ces conditions, prétendre saisir les raisons premières d'une adhésion par simple déduction à partir des buts déclarés de l'association devient vite une gageure : jouer au basket, souffler dans un clairon, organiser un bal ou un concours de boules... supposait trop la fréquentation préalable des sympathisants SFIO ou communistes pour laisser croire à une différenciation des enjeux. La participation à un groupe culturel, à une équipe sportive dérivait trop de l'entrelacs des cadres de vie (travail, famille, territoire) pour que ne se rejoigne pas pour le plaisir du sport ou l'adhésion partisane toutes ces motivations respectives qui n'inclinaient, en fait, qu'à se retrouver ensemble pour s'occuper » : J.-N. RETIÈRE, *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne 1909-1990*, L'Harmattan, Paris, 1994, p. 94. La fausse opposition académique construite par les tenants des « nouveaux mouvements sociaux » contre les partis, n'a heureusement pas convaincu l'ensemble des jeunes collègues qui ont su relire les travaux de Michel Offerlé, Bernard Pudal ou Frédéric Sawicki, par exemple : H. COMBES, *Faire parti. Trajectoires de la gauche au Mexique*, Karthala, Paris, 2011 ; J. MISCHI, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF, PUR*, Rennes, 2010 ; S. CADIOU, S. DEZECHELLES, A. ROGER, *Passer à l'action : les mobilisations émergentes*, L'Harmattan, Paris, 2007.

18. M. DREYFUS et alii, *Le siècle des communismes*, Seuil, Paris, 2004.

19. B. PUDAL, « Le populaire à l'encan », *Politix*, n° 14, 1991, p. 53-64.

de la variété des motivations militantes²⁰ et de « l'irréductible hétérogénéité »²¹ qui traverse les collectifs comme les individus engagés ; d'où, les multiples inflexions que peut prendre l'identification politique (dont celles « communiste » ou « frontiste »...) qui doit toujours être conciliée avec d'autres identifications localement, socialement et historiquement constituées. Mais à trop vouloir tordre le bâton contre le sens commun savant (im)porté par les intraduisibles concepts d'*agency* et d'*empowerment*, nous n'avons pas su convaincre, dans *La politique ailleurs*, de notre intérêt pour d'autres registres et potentialités politiques de certains individus et collectifs²². Les progrès viennent des enquêtes qui, sans surestimation naïve des capacités profanes, montrent que le processus de politisation des enjeux, des acteurs, des mouvements puis des institutions s'effectue dans la confrontation avec l'Ordre politique ce qui peut inclure l'échange mais sur un mode inégalitaire. Sur le modèle de la démonstration de Bakhtine à propos de Rabelais et de la culture populaire, il apparaît en effet que la « dichotomie culturelle » s'accompagne pourtant « d'échanges circulaires et d'influences réciproques entre culture subalterne et culture hégémonique »²³ sous réserve néanmoins de prendre en considération l'iniquité de ces échanges. D'autres avancées substantielles réalisées par une nouvelle génération de sociologues du politique ont su importer d'autres pistes ouvertes par des travaux en langue anglaise tout en demeurant respectueux du cahier des charges – avantageusement exigeant dans la science politique française – de l'enquête sociologique ; particulièrement lorsque le protocole d'enquête est complet en associant l'ethnographie réflexive à une objectivation méthodique qui n'occulte pas le champ politique et le champ du pouvoir. L'interdisciplinarité et l'ethnographie s'imposent car pour l'essentiel, il s'agit toujours de prendre au sérieux ce qui n'est pas et n'a pas à être verbalisé, les rapports de domination au quotidien, « ordinaires », au local, au concret, l'*Eigensinn*... la politisation pratique²⁴. Mais en premier lieu, ce travail collectif peut revendiquer à la relecture près de deux décennies plus tard, une autre actualité sociologique sur le plan du rapport des chercheurs à l'objet que nous comprenions déjà comme une inconfortable mais indispensable oscillation entre engagement et distanciation. Une règle de la méthode qui semble toujours trop peu suivie d'effet.

20. D. GAXIE, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *RF sc. pol.* 1977, p. 123-154 ; « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue Suisse de Science Politique* 2005.

21. O. FILLIEULE et B. PUDAL, « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », in O. FILLIEULE, E. AGRIKOLIANSKY, I. SOMMIER, *Penser les mouvements sociaux*, op. cit., p. 164-184.

22. B. LE GRIGNOU, *Du côté du public. Usages et réceptions de la télévision*, Economica, Paris, 2003, notamment p. 179-198.

23. C. GINSBURG, *Le fromage et les vers. L'univers d'un meunier du XVI^e siècle*, Aubier, Paris, 1980 (trad. M. AYMARD), p. 11.

24. B. PUDAL, « Politisations ouvrières et communisme », in M. DREYFUS et al., *Le siècle des communismes*, op. cit. Inspirés par l'histoire du quotidien, nous prétendions étudier les rapports ordinaires à la domination politique et non « la politisation des gens ordinaires » (!) : une telle conceptualisation relève du racisme de classe.

I – COMMENT PENSER LE POLITIQUE SANS PENSER POLITIQUEMENT²⁵ ?

La présentation publique de notre travail collectif, à l'occasion d'un atelier proposée par Isabelle Charpentier au congrès de l'AFSP d'Aix-en-Provence en 1996, fit l'objet d'une charge franche mais sévère de Pierre Favre. Une fois n'est pas coutume, le débat qui suivit fut particulièrement fécond²⁶. Dans un espace public scientifique, les travaux progressent en principe en s'opposant sur la base d'un accord sur leurs désaccords et les moyens de les résoudre ; mais les collègues-compétiteurs évitent pourtant d'emblée de se citer mutuellement. Les raisons avancées de ce dédain sont plus ou moins acceptables²⁷. Le champ scientifique demeure strictement hiérarchisé selon des oppositions statutaires, géographiques ou générationnelles mais aussi sociales ; cette compétition entre prétendants en concurrence pour la définition de la carrière universitaire, de la science politique, de l'Université et de ses objets d'études (de ce qu'ils devraient être) est à coup sûr inégale ; elle n'est pas que symbolique, particulièrement lorsqu'il est question d'obtenir un emploi universitaire rare donc coûteux, mais hélas la sociologie de la sociologie politique reste largement à entreprendre. Les rapports de forces sociaux à découvrir redoublent pour l'instant, dans la noblesse du ciel des idées, un clivage plus théorique, donc plus acceptable à l'Université, entre

25. Louis Althusser lors de sa soutenance à Amiens posa la question : « Comment peut-on être marxiste en philosophie ? ».

26. Car la réception critique fut heureusement plus contrastée, nous fûmes notamment encouragés par Brigitte Gaiti, Annie Collovald, Patrick Lehingue, Bernard Pudal, Frédéric Sawicki et j'en oublie...

27. Le statut et l'avenir incertains d'un doctorant obligent tout d'abord à une anticipation particulièrement rationnelle ou raisonnable des réceptions de ses travaux à l'exact inverse du statut protecteur du professeur agrégé des universités. En écrivant l'introduction de *La politique ailleurs*, j'ai supprimé, par exemple, une référence critique à *Le politique par le bas*, prétextant que ces travaux décisifs m'imposaient un tel respect par ailleurs et parce que leur objet « les politiques africaines » n'entraînait certainement pas dans mon champ de compétence (l'inspiration de *La politique ailleurs* vient de Birmingham et de la micro-storia mais nous étions aussi plusieurs apprentis-politistes à suivre le séminaire d'anthropologie de Jean Copans à Amiens). Voir surtout sur l'apport des africanistes, la contribution de Jérôme Lafargue dans *La politique ailleurs*. Le livre alors récent de Jacques Ion, *La fin des militants* (éd. de l'atelier, Paris, 1997) n'est pas cité, ce qui n'est guère efficace (car pour débattre il faut commencer par désigner ses adversaires) car cet ouvrage, qui illustre pour partie le sens commun savant que nous dénonçons, nous contraignait aussi à argumenter et préciser notre pensée (Roland Delcroix et Jean-Gabriel Contamin, un autre auteur de *La politique ailleurs*, en ont depuis proposé une critique justifiée par une étude de cas : « Les transformations des formes de l'engagement au prisme du local. L'exemple de la CGT du Nord », *Politix*, n° 85, 2009) ; bien d'autres travaux aux conclusions péremptoires ne pouvaient, ni ne peuvent, être cités dans la mesure où ils ne respectent aucunement le cahier des charges minimal de l'enquête. Car citer dans une publication scientifique, y compris pour critiquer, relève en principe de la reconnaissance de dettes.

des choix de postures, de problématiques et de lectures que les dominants dans le sous-champ de la sociologie politique opposent régulièrement à « la sociologie de Bourdieu »²⁸. Plus particulièrement peut-être dans cette décennie 90 qui suit la création de *Politix*, cette revue qui publiait selon ses sous-titres d'abord les « travaux de jeunes chercheurs » puis, les jeunes finissant par vieillir eux aussi, « les sciences sociales du politique » ; *Politix* constituant sans doute un bon indicateur – un produit et un vecteur – du basculement générationnel de la discipline vers une véritable sociologie politique et vers plus de rigueur méthodologique.

A. Vraies et fausses oppositions académiques

La formation de l'esprit scientifique en science politique devrait aboutir à rendre possible la suspension des valeurs démocratiques pour appréhender les objets démocratiques²⁹, qu'il s'agisse du gouvernement et du Parlement, des partis politiques, des « émotions populaires », des chanteurs engagés, des « nouveaux mouvements sociaux »... Il faut distinguer les travaux qui continuent à penser dans les cadres d'entendement du système de domination politico-économique (dit « libéral » et/ou « capitaliste » et « démocratique ») et qui dénoncent alors la dérive dite militante ou « critique » – dans le sens politique du terme³⁰ – des autres qui assument une sociologie politique engagée. Ce faisant, tous peuvent tendre à penser démocratiquement la démocratie (dont les « nouveaux mouvements sociaux » comme produits et vecteurs « démocratiques ») même s'ils ne partagent évidemment pas la même définition de la démocratie³¹. Le point de vue du chercheur sur l'objet mais aussi son découpage de l'objet est ainsi toujours une contribution à la théorie démocratique et partant à la démocratie, ce que

28. Les auteurs de *Le politique par le bas* s'estimaient par exemple « redevables du renouvellement théorique qu'avaient assuré, tout au long des années soixante-dix, des auteurs tels que Michel Foucault, Gilles Deleuze et Michel de Certeau (plus peut-être, dans notre esprit, qu'un Pierre Bourdieu) ». J.-F. BAYART, A. MBEMBE, C. TOULABOR, *Le politique par le bas en Afrique noire*, Karthala, Paris, 1992, p. 22. Plutôt que d'opposer ainsi les auteurs, nous souhaitons en réaliser des lectures profitables parce que circonstanciées mais en privilégiant ces références plus philosophiques que sociologiques on peut aussi tendre à sous-estimer les hiérarchies et prédispositions sociales.

29. D. GAXIE, « Dénî de réalité et dogmatisme de la doxa », *RF sc. pol.*, vol. 44, n° 5, p. 894-912.

30. Sur le modèle nord-américain. On comprend toutefois mal comment le regard sociologique qui impose de rompre avec les prénotions pourrait être a-critique, voir sur ce sujet, l'entrée ironique de Patrick Lehingue, « sociologie critique » dans P. PERRINEAU et D. REYNIÉ, *Dictionnaire du vote*, PUF, Paris, 2002, p. 856-861. P. Lehingue y rappelle que pour Norbert Elias, la sociologie prétend « découvrir des relations là où on ignorait qu'il y en eût ».

31. Nous suggérons dans *La politique ailleurs* l'importation de la problématique du livre *The Whole World is Watching*, de Todd Gitlin ancien leader du *Students for a Democratic Society* devenu sociologue qui nous apparaissait également essentiel sur le plan de l'indispensable réflexivité.

les *gender studies* ont su rappeler³². Et les pensées démocratiques supportent des perspectives sociologiques trop exclusivement interactionnistes et inversement. Or, les entrepreneurs de causes n'évoluent pas dans un espace « démocratique » débarrassé des pesanteurs et des hiérarchies maintenus par les institutions dominantes. Nos sociétés occidentales sont inégalitaires, ce qu'une sociologie à la fois structuraliste et constructiviste permet d'appréhender de manière plus réaliste que des modèles trop exclusivement interactionnistes. Cela dit, c'est parce que le sociologue prend conscience du risque du dominomorphisme, qui aboutirait à réifier l'Ordre politique et social et à dénier d'autres modalités de la politisation, qu'il s'attache parallèlement à l'étude de la politique ailleurs : ni relativisme, ni légitimisme. Mais ne faut-il pas maintenir l'accord sur le fait que ce passage à l'objet complique l'indispensable distanciation en facilitant notamment la reprise au sein des travaux universitaires des autojustifications et jusqu'au lexique des acteurs étudiés ? En l'occurrence, ces entrepreneurs politiques hors champ ont en commun des montées en généralité vers un mieux disant démocratique, ils se présentent notamment comme « affranchis » des institutions politiques et comme les acteurs du changement occultant volontiers les continuités. Du fait d'une trop grande proximité à l'objet, les travaux sociologiques peuvent tendre à privilégier les points de vue défendus par les entrepreneurs de cause étudiés. Or, si l'objectivité n'est pas à la portée des sciences sociales, l'objectivation du rapport du chercheur à l'objet reste un préalable d'autant plus indispensable que le chercheur est par ailleurs engagé dans son objet d'études. Peut-être faudrait-il réfléchir à une nouvelle charte d'Amiens sur les rapports entre le savant et le politique ? Elle confirmerait la liberté inaliénable de tous à s'engager en politique tout en posant le principe selon lequel le chercheur engagé ne devrait pas se prévaloir de l'Université (ou du CNRS) dans le cadre de ses activités politico-médiatiques pas plus qu'il ne devrait sciemment introduire dans ses travaux universitaires les opinions et les jugements de valeurs qu'il professe au dehors. La difficulté tient toutefois au fait que ces jugements de valeurs sont importés dans les écrits sociologiques de manière inconsciente. Mais dès lors, on le sait au moins depuis Gaston Bachelard, le sociologue du politique devrait toujours faire l'effort de « la surveillance intellectuelle de soi » ; ce que le regard critique des pairs devrait garantir. Quoi qu'il en soit, en prenant position scientifique avec *La politique ailleurs* en tant que prétendants faiblement dotés, nous avons à Amiens au milieu des années 1990 plutôt intérêt au désintérêt politique, donc à une forme non naïve d'indépendance sociologique, autrement dit, à une conception exigeante du métier de sociologue du politique, qui passe d'abord par l'objectivation de notre propre rapport à l'objet. Nous expliquions que nous nous vivions comme des parvenus dans le monde fascinant (parce qu'auparavant vu de loin...) des intellectuels. Les miraculés (par et) de l'université (provinciale de qualité et « miraculés » d'une conjoncture particulièrement favorable, celle du plan Université 2000 voulu par Lionel Jospin qui nous a valu nos allocations de recherche) doivent aussi sauver la recherche (disons provisoirement « fondamentale »)

32. Sur les impensés de l'idéal démocratique habermassien revus par la critique féministe voir notamment N. FRASER, *Qu'est-ce que la justice sociale ?*, La Découverte, Paris, 2005 (1992).

en science sociale qui les soutient faute d'autres ressources monnayables notamment héritées. Notre raison d'être ou de devenir des professionnels de la science politique s'inscrivant tout entière dans le maintien d'une capacité institutionnelle de reconnaissance par l'Université des produits (publications) de notre habitus *secondaire*, donc d'une conception rigoureuse (besogneuse diront les plus « modernes ») du travail universitaire vécu rétrospectivement sous le registre de la vocation, donc d'une forme particulièrement usante d'aliénation au travail. Nous escomptions donc la reconnaissance des résultats de nos travaux scientifiques et plus exactement de la scientificité de nos travaux par des pairs. À l'exact inverse des politologues mondains et des plus « brillants » et médiatiques d'entre eux qui puisent dans les ressources héritées d'un habitus primaire producteur d'une aisance sociale qui trouve à s'actualiser dans le conseil des princes, dans les entreprises de sondages et/ou sur les plateaux de télévision et de radio mais surtout dans une pensée sociologique qui s'épanouit dans les cadres du système de domination dont ils prétendent rendre compte. Cela dit, en tant que « miraculés » de l'université, nous tendions surtout à privilégier l'explication la plus sociologique du politique (*i.e.* par le social et soucieuse du respect du cahier des charges du *Métier de sociologue*) parce que nous étions collectivement fier-e-s en un sens de cette différence dont cette origine « provinciale » (nous revendiquons notre « picarditude » !) ou de notre formation décalée à la recherche en droit et science politique, là où d'autres peut-être aussi « miraculés », mais sans doute moins soutenus par un collectif et une possible identification positive, peuvent être tentés d'oublier et faire oublier les exigences de l'enquête et l'explication du politique par le social pour surenchériser, au nom de pseudo « nouvelles » sociologies, dans l'explication par le politique, l'événement, l'individu, le culturel ou la situation.

B. Les vertus sociologiques du décalage

Les professionnels de la science politique sont des citoyens comme les autres mais ils ne peuvent plus s'ignorer comme tels dans l'exercice de leur métier. Les sociologues du politique s'affrontent dans un débat qui demeure inséparablement politique et sociologique pour le droit de dire la science politique et « la » démocratie (« réelle », « participative », « continue », « sociale »...). Aux deux extrêmes se situent pour simplifier d'une part, celles et ceux qui se satisfont du système de domination politico-économique (quitte à en corriger les excès) et d'autre part, celles et ceux qui ne s'en satisfont pas³³. Les premiers sont aussi plus souvent au cœur du système de domination, à proximité des lieux de pouvoir, bénéficiant, selon toute vraisemblance, d'une intégration plus « normale », d'une formation plus « globalement heureuse » qui entretient des prédispositions doxiques non plus nécessairement conservatrices mais réformatrices de la domination politico-économique dans laquelle nous vivons. Les seconds sont sans doute plus souvent marqué-e-s par des *habitus* clivés³⁴. Reste que cette position d'extériorité ni

33. D. GAXIE, « Dénî de réalité et dogmatisme de la doxa », art. cité.

34. P. Bourdieu évoque ainsi son propre « *habitus* scientifique clivé, produit d'une conciliation des contraires » et qui incline peut-être à réconcilier les contraires. P. BOURDIEU, *Sciences de la science et réflexivité*, Raisons d'agir, Paris, 2001, p. 216.

nécessaire, ni suffisante peut prendre bien d'autres aspects, dont celui des sociologues et historiens « radicaux » de Birmingham, dont Stuart Hall ou bien sûr Edward P. Thompson qui inspireront les Indiens toutefois formés et publiés aux États-Unis, à Oxford ou Cambridge dont Ranajit Guha. Toutes proportions gardées (!), le décalage peut être aussi une spécificité du CURAPP périphérique-mais-point-trop dans le champ du droit et de la science politique française : non seulement, l'extériorité relative, le niveau d'exigence scientifique et l'ouverture intellectuelle du CURAPP longtemps dirigé par Jacques Chevallier a permis l'installation durable d'universitaires hétérodoxes parisiens provisoirement tenus en marge et aux marches des institutions dominantes de la science politique et du droit mais de surcroît son bassin picard (qui inclut donc historiquement le boulonnais) de recrutement d'étudiants a permis un accès inouï à la carrière universitaire pour nombre de transfuges à leur tour décalés dans le champ académique mais point trop, de telle sorte qu'ils puissent participer aux débats scientifiques dominants (et accessoirement être recrutés ailleurs qu'à Amiens). Car une distance excessive s'avérerait tout aussi problématique et le CURAPP bénéficie simultanément d'une proximité tant géographique qu'intellectuelle à Paris particulièrement profitable à plusieurs générations d'étudiants picards. Hélas, le réaménagement du territoire universitaire en cours au profit des plus grandes métropoles européennes assure aussi le couronnement d'une conception dangereusement unidimensionnelle des manières de produire et de reproduire les sciences sociales³⁵.

En analysant son propre rapport à l'objet, le chercheur s'oblige en quelque sorte à élargir son point de vue pour y intégrer le système dans son entier. Nous partageons tous une propension à outrer l'importance sociale de nos objets et à vouloir les distinguer (jusqu'à vouloir créer le cas échéant une sous-discipline, voire une discipline) ; et ce d'autant que nous exerçons à temps toujours plus partiel et toujours moins choisi une activité de chercheur en science sociale dont on ne peut sans doute jamais se convaincre tout à fait de l'utilité sociale (au contraire des deux autres fonctions du triptyque universitaire : l'enseignement et l'administration de l'université). Facteur aggravant, lorsqu'il s'agit d'étudier des entreprises politiques peu légitimes, l'exagération est appelée par la périlleuse justification de l'objet. À l'arrivée, et faute d'objectivation méthodique *a minima* du processus de politisation, les entrepreneurs de causes les plus insignifiants peuvent se voir attribuer une importance démesurée. Comprendons bien qu'il ne s'agit en aucun cas de refuser le principe de la monographie (Arnaud Montebourg peut même avoir son entrée dans un livre consacré à la France rebelle !) sur le fondement simplet d'une

35. Les bilans statistiques de Michel Grossetti et Béatrice Milard montrent pourtant, contre l'évidence technocratique de la nécessaire concentration des moyens, que la part relative des plus grandes métropoles dans la production scientifique totale tend à diminuer au profit des agglomérations régionales ou des universités plus récentes. Notamment : « La concentration spatiale des activités scientifiques en question », communication au colloque du RESUP, « L'enseignement supérieur et la recherche en réforme », Paris, 27-29 juill. 2011 ; « Les évolutions du champ scientifique en France à travers les publications et les contrats de recherche », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 148, 2003, p. 47-56.

absence de représentativité de l'étude de cas : les exemples abondent d'études localisées qui ont permis, selon la formule de Walter Benjamin, « de découvrir le cristal de l'événement total dans l'analyse des moments singuliers »³⁶. La science sociale progresse en jouant collectivement des jeux d'échelles³⁷. Mais aussi longtemps qu'on ne prend pas pour objet le procès de politisation, on postule plus qu'on ne montre l'importance ou la pertinence politique du « phénomène » ou du mouvement « politique » étudié sans jamais comprendre le jeu avec les frontières du politique³⁸ ni nous expliquer en quoi et dans quelle mesure ils influencent les pouvoirs directoriaux de la société pour reprendre les termes de M. Weber. Un grand classique de ces études, dont l'intérêt scientifique est souvent lui-même dicté par une « évidence » médiatique, consiste à croire et faire croire que la visibilité médiatique de l'entreprise politique hors champ politique suffit à en prouver l'efficace. On confond alors la participation au débat public avec la participation à la décision voire aux fonctions politiques, trois niveaux pourtant très inégaux d'incidence politique. Dans cette perspective, on répugne *a fortiori* à aborder ce paradoxe par lequel l'action politique directe peut rendre de précieux services à la domination lorsqu'elle vient justifier la répression, lorsque le champ politique assimile les innovations et acteurs périphériques³⁹ ou lorsqu'il bénéficie très directement de la diversion offerte – par exemple, dans l'humanitaire⁴⁰ mais aussi vers la Nature, le privé ou le divin – qui sont autant de cadrages non (voire anti-) politiques des problèmes fondamentalement économiques et sociaux donc politisables ; car seul ce qui est défini comme social devient politisable.

II – L'INDISSOCIABILITÉ MAIS L'INIQUITÉ DU PROCESSUS DE POLITISATION

Si les plus dominés s'accommodent de la domination, il ne peuvent symétriquement accommoder la domination. La découverte de formes d'autonomie culturelle et politique ne devrait donc pas conduire à surestimer le potentiel subversif de cette créativité politique bien réelle qui doit faire face à un Ordre politique tout aussi réel. La domination, c'est-à-dire la probabilité pour un

36. Sur la fausse opposition de la monographie et de la statistique : P. CHAMPAGNE, « Statistique, monographie et groupes sociaux », dans les *Mélanges en l'honneur de Madeleine Grawitz*, réédité dans *La crise de la reproduction sociale de la paysannerie française 1950-2000*, Le Seuil, Paris, 2002.

37. J. REVEL (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Le Seuil-Gallimard-EHESS, Paris, 1996.

38. L. ARNAUD et C. GUIONNET (dir.), *Les frontières du politique*, PUR, Rennes 2005.

39. Pour un bilan réaliste de la parité en politique voir en particulier C. ACHIN et al., *Sexes, genre et politique*, Economica, Paris, 2007.

40. A. COLLOVALD (dir.), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers Monde*, PUR, Rennes 2002. Voir comment B. Lacroix déconstruit l'illusion communautaire comme un succédané idéologique du marché : *L'illusion communautaire*, op. cit.

ordre et/ou un Ordre de « trouver obéissance »⁴¹ ne s'impose pas nécessairement ni même principalement par la force mais bien par « la croyance en la validité » de l'Ordre (qui supporte l'ordre au sens de l'injonction) qui lui-même s'adapte aussi par l'intégration partielle et partielle des leaders et innovations portées par les collectifs « subalternes ». La créativité *per se* ne peut jamais suffire à dissoudre une hiérarchie sociale d'autant plus efficace qu'elle avance désormais sous le masque du nouvel esprit « démocratique » du capitalisme⁴². Il faut certes bien souvent travailler à construire en marge d'autres représentations et d'autres communautés imaginées (donc d'autres médias⁴³) pour faire face à la fermeture croissante du champ politique comme du champ du pouvoir mais ces derniers ne veulent, ni ne peuvent tout à fait, se désintéresser des « libertés » prises avec la domination. D'ailleurs, comme le remarquait déjà M. Weber, les institutions politiques légitimes sont en quelque sorte des entreprises « non conventionnelles » qui ont réussi (partis, manifestations, grèves, journaux ou radios libres...). Il n'existe pas d'immaculée conception en matière politique où les pratiques et institutions politiques naissent d'une parthénogénèse, soit d'une différenciation d'avec d'autres pratiques et institutions sociales qui s'institutionnalisent en se politisant : il en va ainsi du rituel électoral lui-même qui se spécifie progressivement⁴⁴, de la grève⁴⁵, du meeting⁴⁶ ou des manifestations qui s'inscrivent dans l'histoire longue des rassemblements folkloriques, des charivaris et cortèges d'enterrements⁴⁷... D'où le risque qui subsiste à trop séparer intellectuellement l'action directe de son environnement politique. Comprendre

41. En France, au terme d'une réception oblique mais profitable de M. Weber par la tradition sociologique durkheimienne, les travaux insistent de longue date sur l'intériorisation d'un Ordre au sens « d'une structure sociale donnée (qui) devient partie intégrante de l'expérience de l'individu » (B. BERSTEIN, *Langage et classes sociales, code sociolinguistiques et contrôle*, Minuit, Paris, 1975, p. 25) pour obtenir l'obéissance à un ordre, au sens de l'injonction. Daniel Gaxie écrit ainsi que le concept doit être entendu au double sens du terme : l'« ordre » comme injonction et comme « agencement objectif et stable de relations sociales » (« Sur quelques concepts fondamentaux de la science politique », dans *Droit, institutions et systèmes politiques. Mélanges en hommage à Maurice Duverger*, PUF, Paris, 1987, p. 601). Plus loin, Max Weber évoque en effet explicitement la « soumission à l'ordre social » (« *Fügsamkeit in Ordnungen* »). En jouant ainsi en français le jeu de mots entre ordre et Ordre, le lexique français de sociologie politique donne à la définition canonique de la domination chez Max Weber une autre puissance heuristique : Befehl ne signifiant pas l'Ordre mais plus prosaïquement l'ordre, au sens de « donner un ordre » : « „Herrschaft“ soll, definitionsgemäß die Chance heißen, für spezifische (oder : für alle) Befehle bei angebbaren Gruppe von Menschen Gehorsam zu finden » : M. WEBER, *Wirtschaft und Gesellschaft*, Paderborn, Voltmedia GmbH, p. 214.

42. L. BOLTANSKI et E. CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris, 1999.

43. S. HERBST, *Politics at the Margin. Historical Studies of Public Expression Outside the Mainstream*, Cambridge University Press, Cambridge, 1994.

44. A. GARRIGOU, *Histoire sociale du suffrage universel 1848-2000*, Le Seuil, Paris, 2002.

45. M. PERROT, *Jeunesse de la grève. France 1871-1890*, Le Seuil, Paris, 1984.

46. P. COSSART, *Le meeting politique. De la délibération à la manifestation (1868-1939)*, PUR, Rennes, 2010.

47. V. ROBERT, « Aux origines de la manifestation en France (1789-1848) », dans P. FAVRE (dir.), *La manifestation*, Presses de la FNSP, Paris, 1990, p. 70-89. Michel Offerlé

l'évolution d'un répertoire d'action, tel par exemple celui d'un José Bové⁴⁸ face à un champ de maïs transgénique ou à un Mc Donald, suppose *aussi* de le comprendre dans le cadre d'une histoire tant locale qu'internationale des luttes, et en l'occurrence des luttes *ouvrières*.

A. Changements dans la continuité

Les travaux les plus sérieux montrent d'abord que les propriétés sociales de ces leaders⁴⁹ politiques hors champ restent relativement analogues sur bien des points à celles de ceux qui se situent ou se situaient, il n'y a pas si longtemps, au sein des partis et des syndicats, au cœur des institutions constitutives du champ politique. En effet, ils s'avèrent plutôt socialement privilégiés, disposent d'un important capital culturel comme ils bénéficient d'une socialisation politique dès l'enfance et l'adolescence⁵⁰ ; bien souvent, ils se sont d'ailleurs auparavant investis dans des entreprises politiques tout à fait classiques dont ils sont sortis déçus ou ratés, c'est selon. Le fait que ces entrepreneurs de cause se présentent comme a-politique ou anti-politique et qu'ils se construisent régulièrement contre les institutions politiques et syndicales dominantes n'empêchent aucune-ment une conversion des ressources ou du « capital militant »⁵¹ et une intégration ultérieure ; la liste serait d'ailleurs interminable des leaders de « mouvements sociaux » débauchés par les partis⁵² et les institutions politiques dominants et y compris au gouvernement. On sait ensuite depuis l'ouvrage d'E.P. Thompson

montre dans ce même volume, le rôle d'emblée décisif de la presse pour légitimer la manifestation au moment même où elle s'invente : M. OFFERLÉ, « De la "journée" à la "manif" : descendre dans la rue ».

48. Parmi tant d'autres exemples de reconversion dans le champ politique, le député européen José Bové qui fut candidat à l'élection présidentielle, pourrait s'être inspiré de Bernard Lambert, l'auteur de *Les paysans dans la lutte des classes*, Le Seuil, Paris, 1970. Ce que montrera (ou non) Aïcha Bourad dans sa thèse en cours. Également : I. BRUNEAU, « La confédération paysanne et le mouvement altermondialiste », *Politix*, n° 68, 2005.

49. Les processus de politisation des activistes de la « base » peuvent être plus originaux donc plus sociologiquement instructifs cf. *infra* et J. MISCHI, « Les militants ouvriers de la chasse. Éléments sur le rapport à la politique des classes populaires », *Politix*, n° 83, 2008, p. 126-128.

50. Ce que relevait déjà B. Lacroix pour les communautés soixante-huitardes : *L'utopie communautaire*, PUF, Paris, 1981. Également : E. AGRIKOLIANSKY et I. SOMMIER (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, La dispute, Paris, 2005.

51. Le « capital militant » apparaît pour Frédérique Matonti et Franck Poupeau comme une formulation provisoire faute de mieux il pourrait en effet s'agir d'une forme de capital spécifique synthétisant d'autres espèces de capitaux politiques, sociaux, culturels. Lilian Mathieu construit un « espace des mouvements sociaux » qui ne peut en effet être considéré tel un champ (au moins au sens du Bourdieu des *Règles de l'art*), tout en posant la question des articulations entre « mouvements sociaux » et champ politique. F. MATONTI et F. POUPEAU, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004, p. 5-12 ; L. MATHIEU, *L'espace des mouvements sociaux*, éditions du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2012.

52. Pour une étude de cas de cette filière de la carrière politique : Ph. JUHEM, « Entreprendre en politique de l'extrême gauche au PS : la professionnalisation des fondateurs de SOS Racisme », *RF sc. pol.* 2001.

qu'il faut tout particulièrement tenir compte de la qualité sociale des « soutiens » de l'entrepreneur de cause⁵³, dans la mesure où comme l'expliquait P. Bourdieu « les revendications de légitimité tiennent leur légitimité de la force relative des groupes dont elles expriment les intérêts » ; ces soutiens serviront précisément de relais avec le champ du pouvoir. Les travaux réalistes mettent enfin en évidence le nécessaire apprentissage du politique que ces prétendants extérieurs au champ doivent réaliser. Plutôt que d'insister pour les uns sur les différences et pour les autres sur les ressemblances entre l'ancien et le nouveau, mieux vaut sans doute parier qu'en politique comme ailleurs, le neuf se fabrique avec de l'ancien. Mais encore faut-il penser l'entreprise politique en relation avec le champ politique et le champ du pouvoir.

B. Dé-provincialiser la science politique française

Les « formes de résistances ordinaires au quotidien ne font pas les gros titres des journaux »⁵⁴ et la sociologie politique française a longtemps fait l'impasse sur des travaux essentiels en langue anglaise sur les *expressive cultures*, les « subalternes » ou sur l'*Eigensinn*. Les spécialistes français du Sud mobilisent volontiers le meilleur des *subaltern studies* mais les tentatives d'analogie raisonnée pour féconder des objets politiques occidentaux demeurent rarissimes. Les manuels français font à peu près totalement l'impasse sur les contributions non européennes de l'histoire des sciences sociales et du politique. Pour ne citer qu'un seul exemple qui rappelle l'origine chinoise du concours administratif en Europe ?⁵⁵ Le bilan dressé des *post-colonial studies* par les micro-historiens et les sociologues européens du politique est sévère⁵⁶ : un « carnaval » d'études « superflues » entre « pétulance désastreuse et humanité pénible »⁵⁷ qui réinventeraient la roue en critiquant l'historicisme avec mais surtout après Michel Foucault ; des travaux mobilisant des « notions souvent désincarnées d'identité et d'altérité »⁵⁸, qui oscilleraient entre misérabilisme et relativisme naïfs ; certains multiplieraient les jugements de valeurs et y compris Gayatri Chakravorty Spivak, qui friserait,

53. Pour ne citer qu'un article fondateur : W. A. GAMSON and A. MODIGLIANI, « Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power : A Constructionist Approach », *American Journal of Sociology* 1989, p. 1-37.

54. « Everyday forms of resistance make no headlines » : J. C. SCOTT, *Weapons of the Weak : Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven : Yale University Press, 1987, p. 36.

55. Comme le montre Jacques GERNET, « Le pouvoir d'État en Chine », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 118, 1997.

56. R. BERTRAND, *Mémoire d'Empire. La controverse autour du « fait colonial »*, Bellecombe-en-Bauges, éditions du Croquant, 2006 ; M.-Cl. SMOUTS (dir.), *La situation postcoloniale. Les post-colonial studies dans le débat français*, Presses de Sciences Po, Paris 2006 ; J.-F. BAYART, *Les études postcoloniales. Un carnaval académique*, Karthala, Paris, 2010.

57. G. LÉVI, « Pétulance désastreuse et humanité pénible », in SMOUTS (dir.), *op. cit.*, p. 260-267.

58. S. LAURENS, « La noblesse d'État à l'épreuve de l'Algérie et de l'après 1962 », *Politix*, n° 76, 2006, p. 75.

selon J.-F. Bayart « l'anti-occidentalisme »⁵⁹ ; facteur aggravant, ils s'inspirent de la philosophie politique européenne pour prétendre la dépasser (Marx, Althusser, Gramsci...) mais méconnaissent le meilleur des travaux d'historiens et de sociologues politiques de langues française et allemande et/ou simplifient outrageusement l'université européenne perçue comme inévitablement « néocolonialiste » mais aussi une et indivisible. Car, il n'y a certainement pas lieu de jeter, avec l'eau du bain post-moderne, le bébé des acquis bien réels d'une sociologie politique de tradition durkheimienne qui continue à faire preuve et à faire ses preuves. Ainsi, un certain nombre de contre-vérités circulent sur le prétendu retard de la sociologie politique française. Jean-François Bayart rappelle ainsi, preuves bibliographiques à l'appui, que beaucoup a été écrit en français par des messieurs Jourdain qui font en France et depuis fort longtemps des études post-coloniales sans le savoir. La liste proposée par J.-F. Bayart de ces messieurs Jourdain francophones est déjà longue mais elle est encore incomplète. Il faut en effet y ajouter nombre de travaux décisifs notamment inspirés des analyses de P. Bourdieu sur les Kabyles⁶⁰, dont ceux d'Abdelmalek Sayad. Par ailleurs, qui a d'abord traduit Paul Willis, Raymond Williams, Richard Hoggart, Alf Lüdtke, Éric Hosbawm et tant d'autres ? Il est peu contestable que la revue dirigée par P. Bourdieu, *Actes de la recherche en sciences sociales*, a joué un rôle pionnier. De l'Algérie et du Béarn à la *Misère du monde*, le successeur de Durkheim au collège de France a toujours encouragé le point de vue ethnographique mais réflexif sur le « populaire » chez tant d'autres, comme le rappellent entre autres C. Suaud, M. Pialoux, G. Mauger ou S. Beaud. Mais il y a plus. En initiant une théorie et une pratique sociologiques inséparablement radicale et pragmatique, Pierre Bourdieu invitait constamment à penser le matérialisme rationnel contre les fausses oppositions académiques en pratiquant ruses et arts de faire méthodologiques. Et comment doit-on interpréter l'absence de reconnaissance des travaux francophones sur les rapports sociaux de sexe depuis Colette Guillaumin ? Toutes et tous ont œuvré au développement d'une sociologie post-hoggartienne⁶¹ dont les résultats, la rigueur méthodologique, la quantité et la qualité des validations empiriques dépassent parfois de loin les acquis de la prétendue révolution copernicienne que représenteraient les travaux en langue anglaise de réhabilitation de l'*agency* des dominé-e-s *empowered*. Ils dévoilent ce que les modalités complexes de la politisation en milieu populaire doivent à ce qui relève d'une certaine conscience de la différence ouvrière, à la camaraderie, à la force virile, à la fierté de l'appartenance au peuple, aux fêtes, à l'insécurité sociale devenant psychologique, au lexique et

59. J.-F. BAYART, *Les études postcoloniales, op. cit.*, p. 15.

60. À propos desquelles M. de CERTEAU écrit « jamais Bourdieu n'est aussi minutieux, perspicace, virtuose » avant de dénoncer sa théorie de l'habitus... dans *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*, Gallimard, Paris, p. 84.

61. La traduction fort peu littérale de *The uses of literacy* devenu *La culture du pauvre* par Jean-Claude Passeron dans la collection dirigée par P. Bourdieu chez Minuit ouvre d'emblée la voie de ce post-hoggartisme dans la mesure où le traducteur resociologise considérablement le texte original, ce que relèvent aussi bien Paul Willis que Roger Chartier (communication au LaSSP, 5 oct. 2012).

aux genres de la langue ouvrière (refus de l'euphémisation, figures et métaphores relatives au corps, plaisanterie, dictons). Ils ont de surcroît poussé loin la réflexion sur l'acculturation par incorporation, sur le rôle politique du rapport au corps⁶² et de l'*hexis* ou en montrant que des expériences vécues et répétées ne deviennent signifiantes qu'en fonction des appartenances (objective et subjective) à tel collectif (par opposition à tel autre) procurant ses cadres d'entendement ou schèmes de perception et d'évaluation plus ou moins spécifiques liée à la classe sociale d'appartenance mais aussi au quartier, à la « bande » et d'autres appartenances « communautaires imaginées » incorporées qui s'interpénètrent et se concurrencent inévitablement à l'échelle individuelle. Enfin, les techniques d'enquêtes les plus compréhensives (particulièrement, les observations plus ou moins participantes au long cours), associées à une réflexivité sans complaisance supportent la comparaison avec les classiques en langue anglaise en montrant elles aussi l'adaptabilité et l'inventivité du travail politique sous contraintes des plus dominés mais tout en les relativisant judicieusement, esquivant ainsi la dérive « populiste » de bien des travaux anglophones⁶³. Et bien d'autres champs de cette sociologie politique « à contrepoint » sont concernés du côté de l'indissociabilité du processus d'euphémisation⁶⁴ ou de juridicisation⁶⁵.

C. Défection, prise de parole, loyauté et aménagement

Sans jamais relativiser l'horreur de l'exploitation esclavagiste, le minutieux travail historique de Lawrence W. Levine semble donner raison à la provocation de M. Weber affirmant qu'une forme absolue de domination serait sans doute

62. Pour une actualisation récente des travaux de C. SUAUD sur ce point : T. CAVALIN, Ch. SUAUD, N. VIET-DEPAULE (dirs), *De la subversion en religion*, Paris, Karthala, 2010.

63. Pour un échantillon, bien loin de l'exhaustivité : S. MAURER et E. PIERRU, « Le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-1998, Retour sur un « miracle social » », *RF sc. pol.* 2001, p. 371-407 ; L. MATHIEU, *Mobilisations de prostituées*, Belin, Paris, 2001 ; É. CRUZEL, « Passer à l'Attac. Éléments pour l'analyse d'un engagement altermondialiste », *Politix*, n° 68, 2004, p. 135-163 ; M. BOUMAZA et E. PIERRU, « Des mouvements de précaires à l'unification d'une cause », *Sociétés Contemporaines*, 65, 2007 ; C. HMED, « Des mouvements sociaux sur une "tête d'épingle" ? Le rôle de l'espace physique dans le processus contestataire à partir de l'exemple des mobilisations dans les foyers de travailleurs migrants », *Politix*, n° 84, 2008, p. 145-165 ; C. HMED, « Contester une institution dans le cas d'une mobilisation improbable : la "grève des loyers" dans les foyers Sonacotra dans les années 1970 », *Sociétés contemporaines*, n° 65, 2007 ; N. JOUNIN, « Humiliations ordinaires et contestations silencieuses », *Sociétés contemporaines*, n° 70, 2008, p. 25-43 ; J. MISCHI, « Gérer la distance à la "base". Les permanents CGT d'un atelier SNCF », *Sociétés contemporaines*, n° 84, 2011, p. 53-77 et l'ensemble de ce numéro consacré aux incidences biographiques de l'engagement. Le renouvellement des problématiques est particulièrement visible du côté des *gender studies* resociologisés « à la française » (pour reprendre Michel Dobry ou Elsa Dorlin), voir par exemple récemment le n° 85 de *Sociétés contemporaines*, dirigé par L. BÉRÉNI et A. REVILLARD, « Les femmes contestent », 2012.

64. J. WEISBEIN, « L'Europe à contrepoint », *Politique européenne*, n° 25, 2008, p. 115-135.

65. V. LARROSA et Ph. RAIMBAULT, « Quelles réceptions des normes ? », communication à la journée d'étude du LaSSP, « La réception ordinaire des normes juridiques », Toulouse, 25 oct. 2005.

introuvable et y compris dans la relation maître/esclave⁶⁶. On sait que l'action directe s'y effectue par l'infanticide de ses propres enfants ou le suicide, mais aussi par la fuite et la lutte armée, l'empoisonnement des maîtres, le meurtre de leurs animaux domestiques... Mais la politisation pratique des plus dominé-e-s emprunte aussi d'autres voies moins cruelles en coulisses : les chants, les contes, la poésie, le commérage, la calomnie, la dissimulation, les proverbes, les blagues, la fausse complaisance, l'ignorance feinte ou l'ironie sont autant de modalités d'une insubordination qui joue sur l'ambiguïté inévitable des relations de domination⁶⁷. Nul n'est complètement dépourvu de ressources et il manque l'*Eigensinn* au triptyque d'Hirschman. James Scott estime que ces armes des pauvres peuvent se sédimenter pour former tel le corail une résistance inséparablement individuelle et collective à la domination. D'autres perspectives, assez proches semble-t-il, des intuitions d'un Paul Veyne, estiment possible un effet papillon dans l'ordre du politique : une micro-résistance localisée pourrait générer plus loin ou à plus long terme d'immenses conséquences politiques dont la révolution. Les braises de la rébellion demeureraient toujours « dormantes » ou rougeoyantes sous les cendres de la répression, parce qu'entretenue de génération en génération et de loin en loin par des pratiques culturelles qui à chaque fois s'adaptent, ici et maintenant mais qui défendent continûment la dignité des plus opprimés. L'histoire de la traite esclavagiste dans le « creuset tragique de l'institution sociale de la plantation (fut) aussi le haut lieu de l'innovation économique et de la création religieuse, musicale, littéraire »⁶⁸. Revenons à la France d'aujourd'hui. Sous l'effet d'une exclusion économique, sociale et politique inséparable d'une fermeture champ politique sur lui-même, les « regards politiques » changent : les uns s'excluent, les autres jouent le nouveau « jeu » politique mais autrement quand d'autres encore détournent, contournent, innovent, aménagent ou s'arrangent avec la domination politique éventuellement en se radicalisant. Les « émeutes » françaises de 2005 peuvent illustrer ce problème inséparablement politique et sociologique de la caractérisation « politique » (ou non ou presque) de l'action collective. Il subsiste d'abord, un intérêt à la politisation (lorsqu'elle ennoblit⁶⁹) et bon nombre d'actions individuelles ou collectives (sabotage, pillage, lynchage...) sont aussi rétrospectivement redéfinis comme politiques, par exemple pour les besoins de la défense dans un tribunal⁷⁰. Le seul fait d'élever

66. L. W. LEVINE, *Black Culture and Black Consciousness. Afro-American Folk Thought from Slavery to Freedom*, New York : Oxford University Press, 2007 (1977).

67. J. SCOTT, *Weapons of the Weak*, *op. cit.*

68. J.-F. BAYART, *Les études postcoloniales*, *op. cit.*, p. 10.

69. Car à l'inverse dans d'autres contextes, la politisation peut discréditer, d'où l'intérêt au désintérêt politique (jusqu'à un certain point) de certains leaders de mouvements sociaux. Le carnaval peut devenir « séditionnel » rappelle déjà Maurice Agulhon dans *La république au village* (Seuil, 1970), mais ce procès en (dé-)politisation oppose déjà des acteurs très inégaux selon les lieux et les moments.

70. M. OFFERLÉ, « Périmètres du politique et coproduction de la radicalité à la fin du XIX^e siècle », dans A. COLLOVALD et B. GAÏTI (dir.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, *op. cit.*, p. 247-68. La (dé-)politisation oppose ceux qui, d'un côté alternent

telle action individuelle ou collective à la dignité d'un objet d'étude de la science politique universitaire légitime plus largement les entrepreneurs de cause. Qu'ils le veuillent ou non, les universitaires, forts du poids symbolique de l'Université, jouent un rôle décisif dans la qualification politique donc dans la (dé-)légitimation de ce et ceux qu'ils choisissent d'étudier et désignent. Dès lors, l'universitaire prend inévitablement position dans un débat qu'il est en charge d'objectiver. L'universitaire peut ainsi adouber ou refuser à son objet d'étude un caractère politique et il doit *a minima* réfléchir aux implications politiques possibles de son propre travail et s'imposer une vigilance particulière dans l'emploi des concepts et plus largement des mots (résistance, subversion, pré-politique, tactiques ou stratégies, gesticulations ou ruses...). En revenant sur ses propres travaux et ceux des « établis », Florence Weber invite également à plus de réflexivité sur l'emploi des termes et privilégie *Eigensinn* ou aménagement de la domination à celui de résistance⁷¹. Car l'universitaire, en tant que « classeur classé par ses classements » doit veiller, on l'a dit, à ce que ses propres antipathies ou sympathies politiques ne viennent pas compromettre une lecture compréhensive au sens weberien de son objet d'étude. Lorsque Gérard Mauger ou Martin Sanchez Jankowski analysent la « politique des bandes » ou des gangs⁷², ils travaillent à pluraliser la raison politique, en montrant par exemple que la régulation des conflits avec l'État et ses agents, en particulier la police, passe aussi par l'aménagement des rapports de forces marqués par la violence et la menace de l'usage de la violence. Charles Tilly montre qu'un tel un répertoire d'action est rendu illégitime en France dès le XIX^e siècle⁷³ puis proprement impensable pour d'autres catégories de populations. Mais cela ne vaut pas pour toutes : pour ne citer qu'un seul

les provocations politiques souvent inséparables pour les jeunes hommes de la construction d'un habitus masculin et les ruses avec la répression (en plaçant l'ignorance ou l'ébriété par exemple) et, de l'autre, les autorités prudentes et plus ou moins tolérantes qui requalifient en insurrection ou à l'inverse en espèglerie selon l'interprétation à chaud des situations. Voir pour un bilan des travaux d'historiens, le chapitre VI de Anne-Marie SOHN, « *Sois un homme* », *La construction de la masculinité au XIX^e siècle*, Seuil, Paris, p. 229-292.

71. A. LÜDKTE, « Ouvriers, Eigensinn et politique dans l'Allemagne du XX^e siècle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 113, 1996, 91-101. F. WEBER, *Le travail à côté : étude d'ethnographie ouvrière*, EHESS, Paris, 2001. Pour une discussion du concept d'Eigensinn, voir l'introduction d'Alexandra OESER à *Enseigner Hitler*, Éditions de la MSH, Paris, 2010. Selon Jacques Revel, l'*Eigen-Sinn* « sert à qualifier un comportement non intégré au sein d'un système fonctionnel ; difficile à traduire, il désigne deux réalités faussement contradictoires : une capacité d'entêtement, d'obstination, d'une part et, de l'autre, une capacité d'indiscipline ou de non-discipline, qui ne relève pas seulement de l'individualisme puisqu'elle met en cause un régime de relations sociales au sein d'institutions qui vont de l'école à l'usine et vise potentiellement toute structure d'intégration » : préface à A. LÜDKTE, *Des ouvriers dans l'Allemagne du XX^e siècle. Le quotidien des dictatures*, L'Harmattan, Paris, 2000 (recueil d'articles), p. 13.

72. Dans *La politique ailleurs*, notamment. Pour une adaptation des hypothèses de Martin Sanchez-Jankowski au cas français : M. MOHAMMED, « Youth Gangs, Riots and the Politisation Process », in F. JOBARD, M. KING, D. K. WADDINGTON (dir.), *Rioting in the UK and France*, Willan Publishing, 2009, p. 157-172.

73. Ch. TILLY, *La France contestée de 1600 à nos jours*, Fayard, Paris, 1986 ; M. OFFERLÉ, « Retour critique sur les répertoires de l'action collective », *op. cit.*

exemple, les agriculteurs peuvent encore *organiser* avec le concours manifeste de responsables locaux du syndicat majoritaire le sac du bureau d'un ministre⁷⁴. Le rapport au politique des « émeutiers » n'entre pas dans la boîte conceptuelle des professionnels de la science politique, cela ne signifie pas pour autant qu'il est « archaïque » parce qu'éruptif, inorganisé et non fondé idéologiquement. Chacun de ses termes à nouveau amplement utilisés par les journalistes mais aussi les intellectuels pour (dis-)qualifier à chaud l'émeute de 2005 connote d'emblée un racisme de classe pas si éloigné de la psychologie des foules que ces mêmes intellectuels dénoncent sans doute en cours⁷⁵. Ainsi par exemple, prétendre constater l'absence de porte-parole et de cause revient surtout à refuser aux émeutiers une parole véritablement autonome tandis que le *rap* des quartiers populaires a depuis longtemps compris et dénoncé ce discours officiel de dénonciation des *Rebels without a cause*, de ces jeunes des classes populaires urbaines ainsi infantilisés et criminalisés : il est donc possible de trouver, ne serait-ce que chez les rappers, des porte-parole parfaitement capables de mettre en mots et de grandir vers l'universel les revendications de la « révolte » en lieu et place des professionnels de la prise de parole publique dont les collègues universitaires⁷⁶. Lorsque G. Mauger définit les émeutes de 2005 comme « protopolitiques », il propose un raisonnement par anticipation (proto-) qui ne convient pas s'il condamne les « émeutiers » à l'institutionnalisation dans les cadres de la politique professionnelle (s'inscrire sur les listes électorales, rejoindre un parti, présenter des

74. Le 8 février 1999, un communiqué de presse de la FDSEA du Loir-et-Cher revendique l'occupation par 200 agriculteurs du ministère de l'Environnement, le jour même. La veille, Éric Tailhades, directeur de la FDSEA d'Ile-de-France, rassemble ses adhérents et aurait affirmé : « il faut faire monter la pression, vous avez carte blanche ». Une dizaine font montre d'une extrême violence (injures racistes à l'encontre de collaborateurs du ministre...). Le bureau de Dominique Voynet est particulièrement visé. Doubles portes dégonnées, lampes cassées, canapés renversés, murs souillés, rideaux et fils de téléphone arrachés, cartes d'ordinateurs retirées, « l'armoire personnelle du ministre a été ouverte et des effets volés », accuse un collaborateur [...] La FNSEA a stigmatisé ces « manifestants se référant de notre syndicat » et « désapprouvé ces types d'actions qui dégénèrent en violence ». *Libération*, 9 févr. 1999. N. DUCLOS, *Les émeutes paysannes sous la V^e République*, Economica, Paris, 1998.

75. En particulier, les explications de la généralisation de la « révolte » par *imitation* des premières émeutes vues au journal télévisé semblent reprendre assez exactement les registres racistes et sexistes de dénonciation des effets massifs des journaux populaires à grand tirage sur les pauvres, par Gustave Le Bon ou Gabriel Tarde.

76. L'humour, le métaphorique et les néologismes caractéristiques des *punchlines* du *rap* semblent en outre adaptables aux contraintes journalistiques. Mais dès lors, une fois élevés à la dignité de représentants, les porte-parole font aussitôt leur apprentissage du politique : Sekoura Benameur et Benoît Leroux analysent à chaud la constitution de la liste Motivé-e-s autour du groupe Zebda avec notamment cet usage cocasse du tirage au sort (au nom de l'égalité et contre les pratiques politiques professionnelles) qui assure pourtant aux principaux leaders du mouvement le maintien dans les positions éligibles : Baptiste GIRAUD reprend, dans plusieurs articles, cette observation détaillée dans B. LEROUX, *Motivé.e.e.s ou la tentative de réactivation du politique*, DEA d'anthropologie sociale, EHESS Toulouse, 2001 et S. BENAMEUR, *Les motivé-e-s, l'émergence de nouveaux acteurs dans le champ politique*, mémoire de DEA de science politique, LaSSP, 2002.

candidats aux élections, bénéficier d'une prise de conscience de classe...) comme seule alternative au retour au silence⁷⁷. Ce « dilemme du dominé » mérite d'être revisité. D'une part, il semble difficile d'anticiper ce que l'on ne perçoit pas encore. D'autre part, comme le montre Gérard Mauger lui-même par ailleurs, la politique des bandes s'inscrit aussi dans la continuité d'une politique « ordinaire » de ces jeunes dans leurs relations « viriles » avec les forces de l'ordre ; ces routines sont constitutives de rapports de forces quotidiens ou presque entre ces deux fractions des classes populaires, que sont les jeunes et les policiers des « cités », ce dont les « émeutiers » ne sont pas toujours ignorants, si l'on prend soin de les écouter avec leurs mots. Dans les zones de relégation sociale, ces jeunes savent improviser des barricades sans avoir lu Blanqui, ils répondent aux humiliations des forces de police par des vannes⁷⁸ et d'autres provocations indirectes ; les destructions de biens (dont les véhicules incendiés ou les caméras de vidéosurveillance) ou les réappropriations (« vols ») de biens publics ou privés (dérivation des lignes téléphoniques ou EDF pour se chauffer...) comme d'autres formes d'actions individuelles ou collectives directes et *politisables* sont pratiqués quotidiennement. Ce rapport particulier aux institutions et aux agents de l'État, dont les enseignants, s'inscrit lui-même dans l'histoire longue dont celle de la colonisation qui ne saurait être résumée aux simplifications post-coloniales que l'on rencontre en France. Mais « l'émeute », comme un texte de rap politique, agrège surtout ponctuellement des intérêts divers et parfois contradictoires : on y retrouve aussi bien des adolescents qui veulent en découdre ou des jeunes sous influence de petits entrepreneurs de l'économie informelle, que des lycéens et étudiants politisés à l'extrême gauche comme par des conservateurs intégristes ; autant d'acteurs pouvant prétendre à la réappropriation politique mais différemment selon leurs caractéristiques sociales. D'où l'urgence à associer les acquis de la sociologie de la réception à la sociologie des mobilisations⁷⁹. Tous ou presque parmi ceux qui prennent part à ces actions violentes y trouvent en tout cas l'occasion de manifester devant la police mais aussi face aux journalistes parisiens qui les stigmatisent quotidiennement – et devant la France entière – un Nous (contre Eux), une fierté collectivement retrouvée face à l'injustice. Outre la psychiatrisation comme registre classique de criminalisation des pauvres, le plus surprenant reste l'assimilation de la « révolte » de ces jeunes hommes des classes populaires issus de l'immigration au répertoire pré-politique post-médiéval européen de l'action collective, ce qui conduit à leur refuser l'histoire en propre⁸⁰. On s'interdit

77. G. MAUGER, *L'émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*, éd. du Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2006.

78. D. LÉPOUTRE, *Cœur de banlieues. Codes, rites et langages*, Odile Jacob, Paris, 1997.

79. B. LE GRIGNOU, *Du côté du public*, op. cit.

80. Ce qui définit aussi le racisme selon Claude Lévi-Strauss dans *Race et histoire*. Ranajit Guha critique Éric Hobsbawm lorsqu'il considère comme « pré-politique » la révolte des paysans indiens parce qu'ils n'avaient « pas encore trouvé ne fût-ce que les prémices du langage spécifique dans lequel s'exprimer » (les actions des paysans s'articulant sur des instances surnaturelles « archaïques » ou « anachroniques » et non sur « la logique séculière et institutionnelle du politique » dans R. GUHA, *Elementary Aspect of Peasant Insurgency in Colonial India*, Oxford

ainsi, de surcroît, de penser l'ailleurs du politique. Or, l'immense majorité des « émeutiers » français de 2005 ne raisonne évidemment pas dans ces présupposés ontologiques d'une sociologie politique qui elle-même pense et se pense dans les cadres de l'entendement démocratique officiel avec son suffrage prétendument universel, ses partis politiques concourant à l'expression complète des opinions, sa liberté de la presse... Ces jeunes hommes peuvent d'ailleurs rejeter les institutions politiques pour de bonnes raisons, comme en témoigne, par exemple, les refus rationnels qu'ils opposent parfois à leur participation électorale (« ce truc de bouffons ») parce qu'ils en comprennent, plus ou moins confusément, la « mascarade » : ils se sentent exclus de la communauté nationale et refusent en conséquence de cautionner la légitimation du système politique, de la citoyenneté et de la Nation que l'acte du vote supporte⁸¹. Pour ne citer qu'un seul autre type de contournement ou d'*Eigensinn*, des leaders d'opinions savent parfaitement aménager la règle électorale pour regrouper des « paquets » de suffrages qu'il s'agira ensuite de monnayer (contre des biens matériels et divisibles : subventions aux associations, équipements sportifs et culturels, emplois à la mairie, contrats pour les entreprises de sécurité issues du quartier... sans pour autant qu'il s'agisse d'une simple actualisation du clientélisme notabiliaire du XIX^e siècle) au plus offrant des professionnels de la politique locaux ainsi « judicieusement » instrumentalisés au profit des collectifs ou du quartier populaire dans son ensemble, soit une forme de redistribution inséparable d'une intelligence collective et politique que seules des lectures simplistes pourraient qualifier de « corruption clientéliste ». Ces opprimés contribuent ainsi à refuser en pratique, et parfois en mots au travers de leurs leaders religieux, du rap ou des tags, la définition et les pratiques officielles du politique. Dès lors, le champ politique comme la sociologie politique⁸² peuvent soit entendre ces pratiques et discours directs

University Press, Delhi, 1983, p. 6 cité par CHAKRABARTY, *op. cit.*, p. 11 s.). En somme, les *post-colonial studies* survalorisent la politisation pratique que nombre d'historiens et sociologues ignoraient. Ce n'est toutefois pas toujours le cas d'E. Hobsbawm auteur avec Joan Scott d'un travail de référence sur la politisation pratique des cordonniers, artisans modestes étrangement passionnés de politique : « Political Shoemakers », *Past and Present*, n° 89, 1980, p. 86-114.

81. Des pistes qui ne sont pour l'instant qu'entr'ouvertes : P. LEHINGUE, *Le vote*, La Découverte, Paris, 2011, p. 81 ; O. SCHWARTZ, « Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique. Matériaux lacunaires », *Politix*, 13, 1991, p. 79-86 ; Ph. ALDRIN, « S'accommoder du politique. Économie et pratiques de l'information politique », *Politix*, n° 64, 2003, p. 177-203 ; C. BRACONNIER et J.-Y. DORMAGEN, *La démocratie de l'abstention*, Gallimard, Paris, 2007 ; les contributions de C. BRACONNIER, C. GUIONNET, C. HAMIDI... dans L. LE GALL, M. OFFERLÉ et F. PLOUX, *La politique sans en avoir l'air*, *op. cit.* Sur la politisation en Corse comme réinterprétation localisée des institutions (dont l'élection) et biens politiques nationaux : J.-L. BRIQUET, *La tradition en mouvement*, Belin, Paris, 1997. Sur la plus grande familiarité politique des citoyens aux élections municipales : D. GAXIE et P. LEHINGUE, *Enjeux municipaux*, PUF-CURAPP, Paris, 1984.

82. D. GAXIE, « Appréhension du politique et mobilisation des expériences sociales », *RF sc. pol.*, n° 2-3, 2002, p. 145-178 ; C. HAMIDI, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation », *RF sc. pol.*, n° 1, 2006, p. 5-25.

qui passent outre les professionnels et institutions politiques officiels et ainsi élargir leurs conceptions du politique et du démocratique, soit persister à défendre les mots, les institutions et des définitions officielles du politique et du démocratique. Les gardiens des clés restent les mêmes. Ces actions directes sont donc potentiellement mais pas nécessairement « protopolitiques », elles sont plus sûrement politisables ou « présumées politiques » au sens de Gérard Mauger et Claude Poliak, il s'agit d'une « autre façon de fonctionner politiquement » sur la base d'indignations morales face aux injustices vécues et dans un registre plus corporel⁸³. Ils constituent bien les produits et les vecteurs « présumées politiques » relativement autonomes d'une histoire complexe au croisement de l'histoire locale (dont celle « orale » des provocations policières dans la cité), de l'histoire culturelle mondiale des quartiers pauvres, de l'histoire coloniale⁸⁴ et urbaine française mais aussi de l'histoire des partis de gauche qui n'ont pas su assurer la représentation politique des quartiers populaires⁸⁵... En tout cas, il s'agit bien aussi d'une politique de l'honneur pour ceux qui se perçoivent toujours plus comme des « exclus de l'intérieur » sans cesse confrontés aux regards et aux micro-vexations des agents et institutions d'un État (guichetiers⁸⁶, policiers, enseignants...) qu'il s'agit en retour d'affronter directement, en pratique, localement (rester maître de son quartier) et physiquement ne serait-ce que pour menacer, manifester et vivre l'entre-soi, recouvrer une dignité et contraindre jusqu'aux politiques de la ville⁸⁷. En retour, le champ politique doit s'adapter au moins à la marge, la répression et la stigmatisation ne sont jamais les seules solutions envisagées. Certes, la structuration matérielle, symbolique et intellectuelle, de tout mouvement organisé autour de porte-parole (qui créent le groupe en pointillé, selon la formule de Bourdieu) compte parmi les conditions les plus

83. G. MAUGER et C. POLIAK, « La politique des bandes », *Politix* 1991, p. 27-43. Le débat aux États-Unis porte sur les conditions de possibilités de la politisation que William Gamson résume à une triple conscientisation de l'injustice, de l'agency (sentiment d'être capable d'agir) et de l'identification (Nous/Eux) conflictuelle : *Talking Politics*, Cambridge : Cambridge University Press, 1992, p. 7.

84. Sur les séquelles politiques de la colonisation : J. CHEVALLIER, « L'héritage politique de la colonisation », dans SMOUTS, *La situation post-coloniale, op.cit.*, p. 360-377.

85. O. MASCLET, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, La dispute, Paris, 2003.

86. Vincent DUBOIS montre diverses tactiques des administrés confrontés aux *street-level bureaucrats* : *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, Economica, 1999 ; A. SPIRE, *Accueillir ou reconduire. Enquête sur les guichets de l'immigration*, Raisons d'agir, Paris, 2008.

87. On retrouve cette politique de l'honneur sous d'autres registres en milieu populaire rural : E. DARRAS, « Un lieu de mémoire ouvrière : le tuning », *Sociologie de l'art*, n° 21, 2012, p. 85-113. Yann RAISON DU CLEZIOU montre la politisation pratique et les effets pervers en retour des dispositifs de protection de la Nature conçus par les « experts » « apolitiques » parisiens et bruxellois, lorsque par exemple les habitants de la baie de Somme préfèrent détruire les derniers spécimens de l'orchidée *Liparis de Loesel* au titre d'une réappropriation locale contre « ceux de la ville » : « Le braconnage des animaux protégés, un acte politique ? » dans L. LE GALL, M. OFFERLÉ, F. PLOUX, *La politique sans en avoir l'air, op. cit.*, p. 279-293.

essentielles de sa politisation et de son succès. En 1970, Jo Freeman rappelait déjà les limites de l'informalité pour le mouvement féministe⁸⁸. Si les plus dominés s'accommodent de la domination, ils ne peuvent guère *symétriquement* accommoder les institutions dominantes. Reste que ces dernières peuvent et souvent doivent néanmoins s'adapter, au moins à la marge. C'est donc aussi en ce sens qu'il faut comprendre la politisation par le bas ou mieux l'indissociabilité du processus de politisation, car le champ politique n'est lui-même que relativement autonome. Pour risquer une analogie avec l'analyse de l'autonomie politique relative des résidents des bidonvilles de Calcutta étudiés par Partha Chatterjee, « ce peut être pour les populations un moyen d'apprendre, et de contraindre ceux qui les gouvernent à apprendre, comment ils préféreraient être gouvernés »⁸⁹. Dans les quartiers populaires du monde entier, la politisation ne passe pas par la lecture des pages politiques des journaux⁹⁰ qui n'intéressent qu'une infime minorité de la population (mais bien la totalité des sociologues du politique) que par d'autres pratiques culturelles dont celles religieuses, par la conversation et d'autres médias moins prestigieux dont la radio, internet, les réseaux sociaux ou la télévision par satellite qui maintiennent l'oralité dans un monde que certaines élites voudraient toujours plus soumettre à l'écrit. Les jeunes des quartiers pauvres réinventent pourtant sans cesse au sein d'une histoire relativement autonome et pourtant mondiale des quartiers populaires des formes directes et souvent explicitement politiques voire subversives de stratégies de la rue ; des *street cultures* (tag, hip-hop...) qui n'entretiennent évidemment aucun rapport avec la manifestation politique délimitée par Clemenceau. La piste des usages revendicatifs et socialisateurs de certains genres littéraires⁹¹ ou musicaux a été considérablement travaillée outre-Manche⁹², elle peut par exemple aider à comprendre certaines radicalisations ou, à l'inverse, certaines résiliences politiques. L'exemple des « contre-cultures » renseigne grandement sur la part d'autonomie et de créativité culturelles que certains jeunes des classes populaires ou

88. « Unstructured groups may be very effective in getting women to talk about their lives ; they aren't very good for getting things done ». J. FREEMAN, « The Tyranny of Structurelessness », *Berkeley Journal of Sociology*, n° 17, 1972-73, p. 151-165 (conférence de 1970 disponible en ligne).

89. P. CHATTERJEE, *Politiques des gouvernés. Réflexions sur la politique populaire dans la majeure partie du monde*, Éditions Amsterdam, Paris, 2009 (2004), p. 67-106, p. 94.

90. Quoiqu'il s'agit sans doute d'un autre préjugé journalistique, car le quotidien local semble souvent feuilleté dans les quartiers pauvres même s'il y est inévitablement beaucoup plus lu qu'acheté.

91. A. COLLOVALD et E. NEVEU, *Lire le noir*, BPI, Paris, 2004 et les travaux d'I. CHARPENTIER sur les appropriations d'Annie Ernaux.

92. D. HEBDIGE, *Subculture. The Meaning of Style*, London : Methuen & Co Ltd, 1979. Christophe Traïni, autre auteur de *La politique ailleurs*, poursuit cette réflexion en France qui gagnerait d'une part à mieux tenir compte des propriétés sociales des producteurs et d'autre part du côté de la réception, à associer un protocole d'enquête qui permette de rendre compte des usages et appropriations plurielles parce que socialement différenciées de la musique engagée. Ch. TRAÏNI, *La musique en colère*, Presses de Sciences Po, Paris 2008.

moyennes ont pu imposer avec un succès relatif⁹³ mais dans le même temps on ne doit pas méconnaître leurs aspects les plus conformistes⁹⁴ ou nettement moins « progressistes »⁹⁵, pas plus que le fait qu'ils restent relativement spécifiques et, sauf exceptions, éphémères. Menecchio finit sur le bûcher et le destin des entrepreneurs et entreprises véritablement subversifs s'avère le plus souvent tragique, du fait du rappel à l'Ordre et à la puissance des institutions dominantes fortes de leurs capacités de persuasion, d'encadrement et de récupération, de censures et de répression. La politique officielle dispose de la coercition, du droit, de l'école comme de l'ensemble des institutions dominantes dont la quasi-totalité des médias pour s'imposer et en imposer⁹⁶ mais aussi de pratiques informelles et officieuses (dont toujours des attributions patronnées d'emplois, subventions, médailles...) aussi efficaces que méconnues parce que largement soustraites à l'investigation sociologique. Reste à comprendre les rapports de domination comme des relations d'échange foncièrement inégal, entre rupture et continuité, entre l'institutionnalisé et l'informel.

Cette conception dynamique et réaliste des relations de pouvoir traverse l'ensemble des travaux de Jacques Chevallier. C'est par la pratique scientifique (mais aussi pédagogique et administrative) et pour elle que se concilient les dispositions parfois contradictoires d'un habitus de professionnel du service public de l'enseignement et de la recherche ; ces qualités qui s'héritent aussi au contact d'un maître tel que Jacques Chevallier, un modèle d'ouverture d'esprit et de tempérance, de rigueur au travail et d'humanité.

93. Comme le rap politique ou « conscient » aujourd'hui, le mouvement punk gagnera jusqu'aux jeunes bourgeois.

94. Sur le respect, malgré tout, des hiérarchies essentielles : P. WILLIS, *Profane Culture*, London : Routledge and Paul Kegan, 1978, p. 46.

95. Le sexisme de certains textes de rap engagé, par exemple. Jean-François Bayart pointait les dangers d'une sociologie militante messianique qui occulterait le fait que « des cristeros mexicains aux paysans vendéens, en passant par les sans-culottes et le Ku Klux Klan, les exemples abondent de mouvements et de sensibilités populaires conservateurs « régressifs », passésistes » voire « suicidaires » : « L'énonciation du politique », *RF sc. pol.*, n° 3, 1985, p. 347. Christophe Traïni montre dans une perspective éliásienne comment opèrent les échanges entre classes dominante et populaire autour de *La Cause animale (1820-1980). Essai de sociologie historique*, PUF, Paris, 2011.

96. P. ALDRIN, « Préalables » dans L. LE GALL, M. OFFERLÉ et F. PLOUX, *La politique sans en avoir l'air*, op. cit. p. 103-116 ; E. DARRAS, « Le pouvoir de la télévision ? Sornettes, vieilles lunes et nouvelles approches », dans A. COHEN, B. LACROIX et P. RIUTORD, *Les formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique (18^e-20^e siècles)*, Paris, PUF, 2005).